

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place du Général-Jean-Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 14/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LISI AUTOMOTIVE NOMEL

La forêt du Château
LA FERTE FRENEL
61550 La Ferté-en-Ouche

Références : 61-2024-n°70_AB
Code AIOT : 0005302264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement LISI AUTOMOTIVE NOMEL implanté La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente visite d'inspection du 14 février 2023, il avait été constaté que les conditions d'exploitation de l'établissement conduisaient au non-respect des valeurs limites de rejet des effluents aqueux prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022. Par arrêté préfectoral du 3 avril 2023, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites définies par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022.

Suite à un accident mortel survenu au sein de l'établissement, la ligne de zingage a été arrêtée le 20 février 2023 et a redémarré le 27 février 2024. En conséquence, pendant cette période, il n'y a plus

eu de rejet d'effluents en sortie de la station d'épuration et donc vers le milieu récepteur, en l'occurrence La Charentonne.

Le but de la visite est de faire un point de situation sur la reprise de l'activité de traitement de traitement de surface et sur les rejets aqueux en sortie de cet ouvrage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LISI AUTOMOTIVE NOMEL
- La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche
- Code AIOT : 0005302264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Lisi Automotive Nomel est spécialisé dans la fabrication d'écrous, rondelles, circlips, exclusivement pour les constructeurs d'automobiles (travail mécanique des métaux et traitements de surface).

L'exploitation des installations est encadrée par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2003, complété à plusieurs reprises. Un arrêté complémentaire du 9 mars 2022 fixe de nouvelles valeurs limites de rejet et prescrit la réalisation d'une étude technico-économique afin de proposer des mesures de réduction des flux polluants dans la Charentonne, pour les rendre compatibles avec l'objectif de retour au bon état de la masse d'eau fixé par le SDAGE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeur limites des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Redémarrage STEP	Lettre du 09/03/2024	Sans objet
3	Surveillance du milieu aquatique	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A ce stade il n'est pas proposé de sanctions administratives ou pénales dans la mesure où les installations ont été à l'arrêt pendant une bonne partie de l'année 2023, néanmoins si l'exploitant ne se conforme pas à l'arrêté de mise en demeure n°1122-23-20-031 du 3 avril 2023 sous un délai de 4 mois, des sanctions seront proposées à Monsieur le Préfet de l'Orne et à Madame le procureur.

Des demandes de justificatifs appellent des réponses de l'exploitant sous les délais rappelés dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limites des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit justifier le respect total des valeurs limites présentes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique des effluents pour une durée de 6 semaines consécutives à compter de l'entrée en application du présent arrêté, à l'exception des valeurs concernant les différentes formes d'azote. L'exploitant tient informé l'inspection des installations classées des mesures prises ou prévues pour le respect du présent arrêté (date de remise en service des installations de traitements de surfaces et de la station de traitement des effluents, débouchage de la canalisation, réduction de la production, travaux sur l'outil épuratoire, traitement des effluents comme déchets, etc.).</p> <p>" Valeur limites de rejets eaux industrielles résiduelles</p> <p>En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit journalier maximal : 140 m3/j - pH : compris entre 6.5 et 8.5 - température : inférieur à 30°C <p>Paramètres Concentration (mg/l) Flux max journalier (kg/j)</p>

MES 25 3,5
DCO 200 28
P TOTAL 1 0,14
NGL 40 8
Nitrites 20 2,8
Nitrates - 0
Ammonium - 0
NKJ - 0
Fer 3 0,42
Zinc 2 0,28
Nickel 0,1 0,014
Chrome total 0,18 0,02
Fluor 0,5 0,07
Trichloromethane 0,1 0,014
AOX 2,5 0,2"

Constats :

Par courriel, du 24 mars 2023, l'exploitant a informé l'inspection de l'arrêt de la ligne de zingage à date du 20 février 2023 pour une durée indéterminée. En conséquence, il n'y a plus de rejet vers la station à compter de cette date.

Pendant cette période d'arrêt, des modifications ont été réalisées sur la station (STEP) avec en particulier l'ajout d'une cuve de 10 m³ en sortie, le remplacement de l'automate, l'ajout de système de sécurité et la maintenance complète de l'installation. Des travaux de débouchage de la canalisation de 6 km environ qui relie la sortie de la station d'épuration au point de rejet dans La Charentonne ont également été menés jusqu'en juillet 2023.

La reprise de production avec des rejets réguliers en station a eu lieu le 27 février 2024.

L'exploitant a transmis les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée depuis la remise en service de la production sur la ligne de zingage.

A la lecture des résultats, il apparaît que lors des analyses du :

- 27 février 2024: dépassement de la concentration en DCO (204 mg/l pour 200 mg/l autorisés)
- le 6 mars 2024: dépassement de la concentration en chrome total (0,22 mg/l pour 0,18 mg/l autorisés)
- le 13 mars 2024: un dépassement en MES de la concentration (130 mg/l au lieu de 25 mg/l autorisés) et du flux (9,1kg/j pour 3,5kg/j autorisés),
- le 21 mars 2024: dépassement de la concentration en chrome total (0,56 mg/l pour 0,18 mg/l autorisés) et du flux (0,045 kg/j pour 0,02 kg/j autorisés)

L'inspection a constaté des dépassements de concentrations ou de flux en azote global et en nitrite. Même si les valeurs concernant les différentes formes d'azote ne font pas l'objet de la mise en demeure, l'exploitant doit tendre au maximum à respecter les valeurs définies dans l'arrêté préfectoral du 9 mars 2022.

A la suite de l'inspection, à la demande de l'inspection, l'exploitant a intégré les données dans GIDAF, il apparaît qu'il y a quelques erreurs de saisie. En effet, en vérifiant par sondage quelques

<p>bulletins d'analyses avec les données renseignées dans GIDAF, il apparaît quelques erreurs. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les valeurs du zinc et du nickel du prélèvement du 27 février 2024, - sur la valeur de la concentration du nickel, du prélèvement du 6 mars 2024. <p>Dans les commentaires GIDAF, l'exploitant apporte des indications sur la cause du dépassement du paramètre chrome : Il indique suspecter, un dérèglement du pH de la cuve de neutralisation qui ne garantit pas la plage de précipitation. Les mesures correctives envisagées sont la réorganisation interne pour la gestion des étalonnages de sondes de neutralisation régulant le pH / contrôle de la concentration des flux entrants dans la station.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les valeurs de certains paramètres présents dans les rejets aqueux ne respectent pas les valeurs limites présentes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique sur une durée de 6 semaines. L'exploitant doit entreprendre des actions correctives pour être en mesure de respecter l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°1122-23-20-031 du 3 avril 2023. A ce stade, il n'est pas proposé de sanction administrative ou pénale, néanmoins si l'exploitant ne se conforme pas à l'arrêté de mise en demeure sous un délai de 4 mois, des sanctions seront proposées à Monsieur le Préfet de l'Orne et Madame le Procureur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Redémarrage STEP

<p>Référence réglementaire : Lettre du 09/03/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Redémarrage STEP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par courrier, l'exploitant informe qu'à la suite d'un accident sur le site ; la ligne de zingage a été arrêté impliquant également l'arrêt de la station de traitement physico-chimique suite à l'absence de rejet. Un programme de redémarrage des installations a été proposé par l'exploitant par courrier du 12 octobre 2023 auquel été joint un dossier de redémarrage de la ligne de traitement de surface et de la station de traitement des rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 12 octobre 2023, l'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet de l'Orne et à la DREAL, un dossier de redémarrage de la ligne de traitement de surface et de la station de traitement des rejets. A ce dossier était annexé un planning de redémarrage de la station de traitement avec les différentes actions correctives à mettre en œuvre.</p> <p>L'exploitant a présenté le planning de redémarrage de la ligne de traitement de surface et de la station de traitement des rejets. Au cours de l'inspection, il est apparu que de multiples modifications ont été apportées au plan d'actions (des travaux qui devaient être engagés ont été supprimés, des travaux ont été avancés, d'autres retardés, ...). Aucune corrélation ne peut être</p>

<p>réalisée entre les actions réellement mises en œuvre et le dossier qui avait été communiqué à l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour exemple, la mise en place d'un déshuileur sur le dégraissage de la ligne de zingage était programmée pour la semaine 50 de 2023. Or, l'exploitant a indiqué en inspection que cet ouvrage n'avait pas été installé et qu'il n'y avait pas encore de date de programmée. Par ailleurs, la modification de l'automate et de la supervision était programmée pour décembre 2024, ces travaux ont déjà été réalisés car l'exploitant indique que cette action était essentielle à la remise en route de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un planning à jour du redémarrage de la station de traitement. Ce document pourra être demandé lors de la prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance du milieu aquatique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2022, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu aquatique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant adresse au préfet un dossier faisant le bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau dans laquelle se font les rejets de LISI AUTOMOTIVE NOMEL. Ce dossier fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentrations dans les rejets, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations) et les conditions d'évolution de ces rejets avec les possibilités de réduction déjà mises en œuvre ou projetées suivant l'échéancier en lien avec les propositions retenues dans l'étude technico-économique. Il étudie également la nécessité de poursuite du suivi du milieu aquatique. Le premier bilan concernant les rejets aqueux dans le milieu naturel est attendu pour le 1^{er} juin 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit transmettre le premier bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau. Compte tenu que la STEP a été mise à l'arrêt du 20 février 2023 au 27 février 2024, et par voie de conséquence de l'absence de données disponibles, l'exploitant devra transmettre le dossier pour le 1^{er} juin 2025 au plus tard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Par courriel du 19 avril 2024, l'exploitant a transmis, la listes des substances PFAS, utilisées, produites, traitées et rejetées. Il indique qu'il analysera les substances PFAS mentionnés aux points 2 et 3 de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. [...]. [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique de la nomenclature des installations classées Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 Trois mois

<p>2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710</p> <p>Six mois</p> <p>2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560</p> <p>Neuf mois [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courriel du 19 avril 2024, l'exploitant indique que la commande pour les campagnes de PFAS a été validée. Il précise que le premier prélèvement sera réalisé semaine 17.</p> <p>L'exploitant a communiqué une copie d'un ordre d'achats datant du 16/04/2024, auprès du laboratoire Sypac, pour la réalisation d'une campagne de mesure PFAS, semaine 26.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Détection de gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SDIS est intervenue chez LISI la veille de l'inspection. Au niveau du bâtiment traitement thermique, une cellule de détection de gaz a détecté du méthanol au niveau d'une fosse 150 m2 (cette détection a conduit à l'évacuation complète du site et des 130 personnes). Pour mémoire, il y avait eu une intervention similaire du SDIS, le 07 décembre 2023. L'exploitant avait conclu à une défaillance de cellule de détection.</p>

Lors de l'inspection, l'incident de la veille a été abordé.

L'exploitant est revenu sur la chronologie de l'évènement qui s'est déroulé au niveau de la fosse des fours. La fosse des fours de traitement thermique est équipée de plusieurs capteurs de détection de gaz. Le capteur de méthanol de la zone n°6 est passé en alarme de niveau 3. L'évacuation de l'usine a été ordonnée aux alentours de 08h35. Le personnel s'est rassemblé sur le parking et les équipiers d'intervention technique se sont regroupés pour appliquer les consignes de sécurisation des installations (coupures des énergies). Les services de secours ont été contactés aux alentours de 09h00.

Sur les circonstances de l'évènement, l'exploitant indique que les installations fonctionnaient normalement, il n'y avait ni travaux ni phase de redémarrage. Que le capteur de la zone n° 6 a détecté du gaz mais il n'y a pas eu d'émanation de produit (aucune substance relâchée). Il a été conclu à une défaillance matérielle. Le capteur a été installé le 22/01/2024.

Lors de la visite, il a été constaté par l'inspection que le capteur 14, de la zone 6 est désactivé de la centrale de détection de gaz.

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention réalisé par "Teledyne Gas ans flame détection", le 11 avril 2024, sur la centrale fixe de détection de gaz. Une valeur erronée à plus de 100% LIE méthanol a été observée. Durant le contrôle de la cellule, il a été constaté que la cellule est défectueuse, qu'il fallait prévoir son remplacement, ainsi que le remplacement de la carte de ligne des voies 7 et 8 de la centrale 2 en zone 2.

Lors de l'intervention la carte de ligne explo des voies 9 et 10 en zone 5, a été remplacée.

Dans la fiche de notification d'un accident, l'exploitant indique qu'un technicien de OLDHAM est intervenu le 12 avril 2024 pour changer la carte gérant l'explosivité de la zone 5 et qu'il est intervenu sur le capteur de méthanol défectueux. En attendant le remplacement du capteur, les mesures sont réalisées en interne avec un détecteur portatif. Un devis a été réalisé pour le changement de la centrale de détection. Le devis est en attente de validation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois à l'inspection, la facture des travaux de remplacement de la cellule défectueuse ainsi que le rapport d'intervention du prestataire justifiant qu'il n'y a pas de défauts de la centrale fixe de détection de gaz et qu'elle est opérationnelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installation entretenus en permanence. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, suite à l'incident relaté au point de contrôle précédent, l'inspection s'est rendue dans la fosse sous les fours. Elle a constaté que plusieurs centimètres d'eau étaient déversées au sol. L'exploitant a indiqué que suite à la détection de gaz, l'électricité a été coupée comme prévu dans les consignes de sécurité et l'eau de refroidissement des fours qui se trouvent au dessus de la fosse s'est déversée gravitairement dans la fosse suite à l'arrêt des pompes.

L'inspection a demandé à l'exploitant pourquoi cela n'avait pas encore été nettoyé.

L'exploitant a indiqué que cette eau aurait du être envoyée vers la cuve de stockage des eaux de rinçage située sous un auvent à l'extérieur du bâtiment mais comme celle ci était pleine, l'opération n'avait pas pu être réalisée.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la cuve de stockage des eaux de rinçage déborde. De plus des traces sont apparentes sur le pourtour de la cuve, démontrant que son débordement est récurrent. La présence d'effluents a d'ailleurs été constatée dans la rétention de la cuve.

p { line-height: 115%; margin-bottom: 0.25cm; background: transparent }

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une évacuation plus fréquente des eaux de rinçage afin d'éviter tout débordement de la cuve de stockage.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, les justificatifs de vidange de la cuve et du pompage de la fosse des fours sous un délai de 1 mois.

D'une manière générale, l'exploitant doit toujours pouvoir disposer de capacité de stockage suffisante de ses déchets. Dans le cas présent, il est clairement établi que la fréquence de vidange de la cuve est trop faible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois